

# SAHARA

## INFO

OCTOBRE 1993

Association des Amis de  
la République Arabe Sahraouie Démocratique

B.P. 244 - 75227 Paris Cedex 05 C.C.P. 19303 94 K PARIS

dossier de presse n°89

SAHARA OCCIDENTAL

## UN ÉTAT SAHRAOUI QUE LE MAROC ACCEPTERAIT

Des négociations directes – et pour la première fois officielles – entre les autorités marocaines et le Front Polisario viennent de se tenir à El Ayoun.

Sous l'égide de l'Onu vient de se tenir, du 17 au 19 juillet, à El Ayoun, la capitale du Sahara Occidental, une rencontre directe et officielle entre représentants du Maroc et du Front Polisario. Cette réunion, qui fait suite à d'autres plus officielles en vue de l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, revêt une importance particulière dans le règlement du conflit, vieux d'une vingtaine d'années, entre le Maroc qui occupe illégalement le territoire et le peuple sahraoui toujours privé de son droit à disposer de lui-même.

La rencontre de El Ayoun est la première depuis le vote unanime, le 2 mars dernier, de la résolution 809 par le Conseil de sécurité qui a remis sur les rails un plan de paix accepté par les deux parties en 1988 et enlisé depuis décembre 1991. A l'origine du blocage, rappelons-le, fut le revirement de l'ex-secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar, qui, pour complaire aux autorités de Rabat, avait modifié, sans consulter le Polisario, l'un des éléments essentiels de ses propres propositions, la constitution du corps électoral habilité à prendre part au référendum d'autodétermination.

Quels que furent les atermoiements, les déboires, les tergiversations subis par le plan de règlement sur le Sahara Occidental, la réunion de El Ayoun apparaît comme la marque d'une volonté onusienne de mettre un terme à une double violation caractérisée du droit : la confiscation du droit d'un peuple à disposer de lui-même et l'occupation illégale de son territoire par un Etat voisin.

A cet égard, il n'est pas inutile de souligner l'attitude américaine, ces derniers temps, sur cette affaire. Il convient de rappeler que ce sont les Etats-Unis qui ont empêché le dévoilement du plan de paix fin 1991 et qui lui ont donné, en 1993, une nouvelle impulsion. En effet, ce sont eux qui, au Conseil de sécurité, ont veillé à ce que les nouvelles propositions de Javier Perez de Cuellar ne soient pas « adoptées », mais seulement « accueillies avec intérêt » (1).

C'est à eux encore que revient le mérite de la relance,

ces dernières semaines, du processus référendaire dans des formes crédibles. Enfin, au moment même où se préparait et se tenait la réunion de El Ayoun, une mission d'information américaine constituée de diplomates et d'experts démocrates et républicains, effectuait une tournée au Maghreb pour s'enquérir des conditions dans lesquelles se prépare le référendum au Sahara, en vue de remettre un rapport aux autorités de Washington.

Il n'est pas exclu d'ailleurs que la participation des représentants marocains à la réunion de El Ayoun soit le fruit de pressions de l'administration américaine.

Les négociations directes entre les deux parties qui viennent de s'ébaucher à El Ayoun étaient de longue date souhaitées par le Polisario alors que Rabat faisait la sourde oreille. Du côté du Front, on croit, en effet, en la nécessité de telles négociations, non seulement pour créer un climat propice à la mise en œuvre immédiate du plan de paix, mais encore, quelle que soit l'issue du scrutin, indépendance ou intégration au Maroc, pour s'accorder sur les conditions susceptibles de garantir une situation incontestable post-référendaire et une stabilité durable pour la région.

### UNE ÉPINEUSE AFFAIRE

C'est sans doute le sens qu'on veut donner à leur participation à la rencontre les responsables sahraouis par la composition de haut niveau de leur délégation. Alors que celle-ci, comprenant six membres de la direction politique du Front, était conduite par le « numéro deux » du Polisario, Bachir Mustapha Sayed, la délégation marocaine dirigée par l'ambassadeur auprès des Nations unies, Ahmed Senoussi, et composée de « techniciens », n'a pas offert une même signification ni fait la preuve d'une même maturité politique.

C'est par la voix de Bachir Sayed qu'a été exprimée « la conviction que la solution politique et pacifique est

l'unique voie pour mettre un terme à ce conflit qui n'a que trop duré... même si le dialogue ne peut se substituer au plan de règlement ». Pour le « numéro deux » du Front, cette ébauche de dialogue est « une victoire du réalisme, du bon sens et de la responsabilité ».

Le jour même où était annoncée la rencontre de El Ayoun, se tenait à Paris une conférence-débat sur le thème : « Quel destin pour le peuple du Sahara Occidental ? » (2), destinée à « explorer les voies d'une paix juste et durable » dans la région. Non seulement cette conférence a souligné les enjeux de cette « épineuse affaire » pour l'ouest de l'Afrique si fragile, mais encore a permis d'évoquer les perspectives, pour les pays de la Méditerranée occidentale, y compris le Maroc, justifiant son règlement dans le respect du droit.

« Le non règlement du conflit du Sahara Occidental est un verrou, un obstacle, a affirmé Jean-Yves Autexier, délégué général de République Moderne. Il ne peut y avoir d'évolution vers le grand Maghreb si l'un de ses peuples est privé de son droit à l'autodétermination. » « Un processus de paix suppose des négociations pour aboutir à un consensus commun, a pour sa part, notamment, indiqué Mgr Gabriel Piroird, évêque de Constantine et président du conseil Justice et Paix des évêques d'Algérie. Et la confiance ne peut s'établir sans le respect des engagements pris. »

Pour l'ambassadeur de France, Gilbert Perol, qui fut le porte-parole du général de Gaulle, « il convient de réaffirmer la primauté du droit dont fait partie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce nouveau souffle à redonner aux droits des peuples procède d'une double exigence. D'une exigence d'ordre d'abord : il faut cesser de pratiquer la loi de la force, de l'indifférence et du blocage. Tous les pays soucieux d'ordre, y compris le Maroc, devraient soutenir cette exigence : d'une exigence morale, de justice, de fraternité même, de dignité pour les peuples et pour les hommes. La France doit tenir très ferme sur cette double exigence et s'agissant du Sahara Occidental, même s'il y a un blocage, elle doit maintenir l'exigence. »

La clef, pour l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, serait « d'imaginer l'avenir et de réfléchir au fonctionnement d'un ensemble où existerait un Etat sahraoui que le Maroc accepterait et avec lequel il organiserait des relations politiques, culturelles, économiques. De plus, avec un Etat sahraoui, a-t-il poursuivi,

ce serait retrouver vie à la vie du désert. Les peuples d'Afrique ne peuvent qu'être sensibles à cette perspective. »

Tristan de Meslan

(1) Résolution 775 du 31/12/91.  
(2) Organisée le 2 juillet 1993 sous l'égide du Comité sur le Sahara Occidental présidé par Martine de Frobelville et Georges Montaron, avec notamment Mahmoud Abdellatif, Luciane Ardesi, Jean-Yves Autexier, Claude Bontemps, Monique Chemillier-Gendreau, Pierre Dabezies, Javier Morillas, Gilbert Perol, Mgr Gabriel Piroird, Baba Sayed.



### COMPROMIS INATTENDU AU SAHARA OCCIDENTAL

« Marocains et Sahraouis seraient-ils enfin prêts à faire bouger la question du Sahara occidental, conflit vieux de près de vingt ans, oublié du monde ? Contraints par les Nations Unies, les Sahraouis ont accepté une reconnaissance du corps électoral, privilège du même coup le Maroc. Les discussions seront donc serrées. Lors de la rencontre, jeudi 15 juillet, entre le Maroc et le Front Polisario, dans la capitale du Sahara occidental, El-Ayoun, sous occupation marocaine. Une rencontre organisée par l'ONU. (Photo Eric Girard/Sygm.) Page 8

4-B Figaro 25/7/93

d'Edouard Balladur à Rabat

## France-Maroc : un nouvel élan

La situation en ex-Yougoslavie, au Proche-Orient et dans le Golfe a été au centre des entretiens du premier ministre.

RABAT : de notre envoyée spéciale Irène JARRY

« Pour marquer le prix que j'attache aux liens particuliers qui unissent nos deux pays, j'ai tenu à répondre très rapidement à l'invitation que m'a adressé sa majesté le roi Hassan II », a déclaré le premier ministre Edouard Balladur à son arrivée jeudi soir à Rabat, confirmant ainsi le retour au beau fixe des relations franco-marocaines. L'invitation du roi Hassan II avait été formulée il y a un peu moins de deux mois, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Le chef de la diplomatie française avait alors transmis aux autorités de Rabat un message du premier ministre soulignant « la volonté du nouveau gouvernement de donner aux relations franco-marocaines un nouvel élan et d'entrer dans une ère de confiance réciproque ».

Pour son premier déplacement dans un pays arabe depuis son arrivée au pouvoir en mars, M. Balladur a donc choisi le Maroc dont la France est le premier partenaire commercial. Les liens économiques très denses se doublent de rapports humains non moins importants, avec 720 000 travailleurs marocains dans l'Hexagone. Mais ces dernières années, plusieurs dossiers concernant le non respect des droits de l'Homme ont été à l'origine d'une tension entre Paris et Rabat. A cela était venue s'ajouter l'annonce d'un voyage - annulé à la dernière minute - que M<sup>me</sup> Mitterrand se proposait de faire dans les camps Sahraouis. Les relations entre les deux pays avaient connu un net refroidissement.

Le roi Hassan II affirmait alors qu'une « mauvaise grippe » affectait les relations franco-marocaines. Depuis, Rabat a pris des initiatives propres à améliorer son image. Le sinistre bague de Tazmamart a été vidé, les frères Bourequat, trois Français « disparus » ont été libérés du bagne et Abraham Serfaty, opposant

d'extrême-gauche emprisonné à Kenitra pendant 17 ans, a été expulsé vers la France. La constitution a été modernisée et les élections législatives du mois dernier, où l'opposition a progressé, ont également donné l'image d'un royaume en route vers la démocratie.

Accompagné du ministre de la Coopération, Michel Roussein, et du ministre délégué aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, M. Balladur s'est entretenu longuement avec le premier ministre Karim Lamrani. Hier après-midi, il a rencontré le roi Hassan II. « Tous les entretiens ont été extrêmement cordiaux, confiants, directs, sans fioritures inutiles, comme il se doit entre véritables amis », a précisé M. Balladur au cours d'une brève conférence de presse. Le premier ministre a confirmé que Paris « soutient pleinement le désir du Maroc de se rapprocher de la Communauté économique européenne » et a mis l'accent sur les « courageuses mesures d'ajustement concernant les privatisations et les réformes douanières et fiscales ».

En ce qui concerne les modifications de la législation en matière d'immigration, M. Balladur a déclaré : « Les autorités marocaines ont compris les objectifs de cette nouvelle politique française concernant le flux migratoire. Il s'agit de lutter contre l'immigration irrégulière et de faciliter l'insertion de ceux qui se trouvent légalement en France ».

Le processus de paix au Proche-Orient, la situation dans le Golfe et en ex-Yougoslavie ont été à l'ordre du jour. Après avoir précisé que l'éventualité d'une rencontre à Paris entre le Maroc et le Front Polisario n'avait pas été envisagée, M. Balladur, a ajouté : « Nous souhaitons un règlement de ce problème, nous espérons un référendum, mais nous nous interdisons d'en dicter les conditions. La France est prête, lorsque toutes les parties le souhaitent, à favoriser des discussions, mais elle n'est pas disposée à interférer dans des problèmes qui ne la concernent pas directement ».

I. J.

TEMOIGNAGE CHRÉTIEN • 7 AOÛT 1993

## TEMOIGNAGE CHRETIEN

### INTERVIEW

Baba SAYED  
représentant en France  
du Front Polisario

« Tous les Sahraouis prouvant leur identité, même côté marocain, peuvent prendre part au référendum »

Vingt ans après la création du Front Polisario, la rencontre entre Sahraouis et Marocains, organisée à El Ayoun le 15 juillet sous l'égide de l'ONU, n'est-elle pas une bonne occasion de faire réparer d'un conflit oublié ?

Baba Sayed : Je veux éviter de susciter de faux espoirs. Je reconnais que, d'un point de vue symbolique, la rencontre à El Ayoun, en « territoire occupé » marocain, est très importante. Mais elle ne saurait être

décisive. Il faudra encore beaucoup de temps avant d'aboutir au règlement définitif du conflit. En vingt ans de guerre, les Sahraouis ont en tout cas démontré à la face du monde leur volonté de ne pas abandonner. Oui, notre combat est méconnu et nos forces sont bien faibles vis-à-vis de la puissance du Maroc. Ce qui est extraordinaire, c'est que nous soyons toujours là !

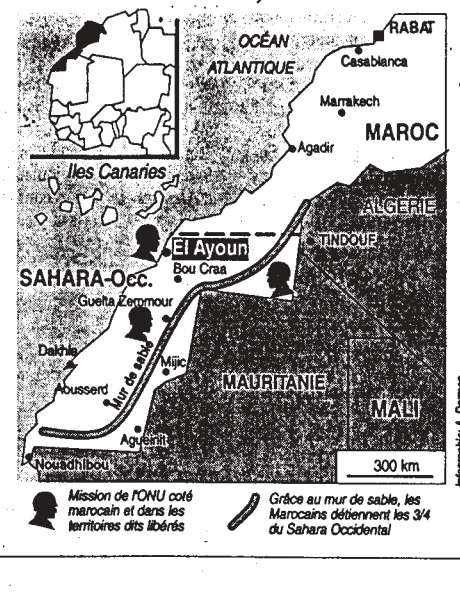
— Face au Front Polisario, le Maroc apparaît aujourd'hui plus fort que jamais. Il se ménage l'Occident, notamment les États-Unis, en étant à leurs côtés dans le conflit irakien et la crise somalienne. Les Nations Unies ne seraient-elles pas prêtes à jouer la carte marocaine ?

— Je dois le dire, l'ONU se couche devant le roi du Maroc.

— Voulez-vous dire par là que le plan de paix n'est pas respecté ?

— En 1988, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté à l'unanimité un plan de paix au Sahara. Il prévoyait l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Deux ans plus tard, en 1991, il a établi un cessez-le-feu et a décidé d'envoyer des Casques bleus. Mais aujourd'hui, le processus est gelé. La

### Sahara occidental, état des lieux



mission de l'ONU au Sahara n'a aucune autorité. Son action est entravée par le Maroc. Le Front Polisario avait placé toute sa confiance dans les Nations Unies. Mais elles ne s'acquittent pas de leur contrat. Il y a une politique de deux poids, deux mesures, qui ne peut que renforcer la conviction que les Nations Unies n'appliquent pas partout les mêmes droits.

— Ne pâtissez-vous pas également de l'instabilité qui règne en Algérie ? Alger n'a plus guère le loisir de soutenir le Front Polisario...

— Le Maroc n'a aucune raison

15.7.1993

